CEN des 24, 25 et 26 janvier 2024

Je commence ce rapport par vous adresser à toute et tous mes vœux de bonne année et de bonne santé, ainsi qu'à vos proches et à toutes celles et ceux qui vous sont cher.es.

Notre vœu le plus cher doit également être celui d'une paix juste et durable !

Une paix juste et durable

La situation au plan international, européen comme français est très préoccupante et touche à l'ensemble des domaines fondamentaux pour notre Organisation tels que la paix, l'amitié entre les peuples, l'environnement, la situation économique, sociale et sociétale. À cet égard, la guerre menée par le gouvernement israélien d'extrême droite contre la population civile palestinienne, doit être condamnée par les instances internationales. La CGT et l'ensemble de ses organisations ont dénoncé, dès le 7 octobre dernier, l'escalade dangereuse et inévitable due aux choix politiques d'Israël de répliquer de manière aveugle et disproportionnée à l'odieux attentat perpétré par le Hamas, alors même que la Palestine est occupée par Israël depuis 75 ans. Dans le cadre de nos valeurs internationalistes et de paix, la CGT s'est clairement positionnée et maintient son appel pour participer à l'ensemble des initiatives et manifestations pour un cessez-le-feu et la relance d'un processus de Paix**.**

Lutter sans relâche contre les idées d'extrême droite

La montée sans précédent des partis d'extrême droite dans toute l'Europe est la conséquence des politiques d'austérité menées et représente un grave danger pour la démocratie. En juin prochain, se tiendront les élections européennes. La CGT, dans le cadre de son action quotidienne, sera active lors de ce rendez-vous démocratique en dévoilant, sans relâche, le véritable visage de l'extrême droite, son racisme, sa violence, sa protection du capitalisme au service des riches, sa dimension antisociale et sa conception d'une société remettant en cause le droit des femmes à disposer de leur corps, la peine de mort, la remise en cause de notre modèle social dans sa globalité, l'interdiction des associations humanitaires et des syndicats,…

Notre lutte contre le racisme, l'antisémitisme, et les idées d'extrême droite passe par notre action quotidienne en direction des travailleuses et travailleurs. Clairement, nous sommes à un moment de bascule dans notre pays. Ce combat se mène avec **la mobilisation contre la loi « immigration »** qui introduit, pour la première fois, la notion de « préférence nationale ». Le rassemblement national reconnaît d'ailleurs qu'il s'agit d'une victoire idéologique de son parti… **La CGT a appelé à manifester contre la loi asile immigration le 21 janvier à l'appel des 201 personnalités ayant signé la tribune dont Sophie Binet.** Avec cette Loi, une des dernières digues républicaines est rompue et la vague brune risque de se déverser dans l'ensemble du champ politique français. Nous vivons un moment de clarification important qui ne laisse plus de place aux doutes (même si nous n'en avons jamais eu). La montée des idées d'extrême droite est à mettre également en lien avec la répression syndicale subie depuis un an par un grand nombre de militants et militantes surtout celles et ceux de la CGT. Plus de 1000 d'entre nous ont été convoqué.es devant leur employeur, les gendarmeries ou les tribunaux pour faits de grève et de mobilisations.

Pour autant que ce soit concernant la mobilisation pour la paix à Gaza ou contre la loi immigration, nous constatons la difficulté que nous avons à mobiliser en masse sur ces sujets, alors qu'en Allemagne par exemple des millions de manifestants se sont mobilisés contre l'AFD (parti d'extrême droite). La CGT a pourtant toute légitimité pour lier le sociétal avec le social. C'est bien par le biais du travail que nous abordons la loi asile et immigration. Par notre slogan « ils bossent ici, ils vivent ici, ils restent ici », nous revendiquons la régularisation immédiate de tou.tes les travailleurs.ses sans papier. **Ce sont nos collègues, nos voisins, nos familles, nos camarades, notre passé et notre avenir auquel s'attaque cette loi. L'immigration n'est pas un coût mais une richesse !**

Parce nous sommes la CGT, notre responsabilité est primordiale. Beaucoup attendent de nous d'être à la hauteur de ce combat historique. En février prochain sera inhumé au Panthéon Missak Manouchian. La force de la CGT ne se démontre pas que dans la gestion des « affaires courantes » au sein de l'entreprise mais aussi dans sa capacité, dans les temps les plus durs de notre histoire sociale, à mener les combats pour le progrès, pour la justice et pour la paix. C'est dans l'adversité que notre organisation démontre ce qu'elle est : une organisation de combat qui ne se résigne pas à une société divisée et un avenir funeste pour le monde du travail.

Les questions sociales doivent être au cœur de cette rentrée 2024 comme elle l'a été tout au long de l'année 2023 ! Tout comme continuer à mener les batailles au plus près des agent.es, notamment en menant la bataille pour l'augmentation de notre régime indemnitaire et en luttant contre les projets de S. Guerini !

Les politiques d'austérité doivent cesser et 2 chiffres parlent d'eux même en ce début d'année : 300 000 sans abris dont 3000 enfants et 97,1 milliards de dividendes versés par les entreprises du cac 40 en 2023. 97 milliards permettraient de construire 750 hôpitaux ou 2000 lycées ou encore d'augmenter de 236 € tou.tes les salarié.es de France. Et 97 milliards ce ne sont que les dividendes versés par le CAC 40 ! Augmenter les salaires, les pensions, établir l'égalité femmes-hommes, reconnaître les qualifications : voilà les exigences que nous devons porter qui sont urgentes, nécessaires et justes. Augmenter les salaires c'est juste reprendre ce qui nous appartient.

Construire dès maintenant la mobilisation du 8 mars 2024

L'ambition de la CGT pour le 8 mars est d'en faire une réelle journée de grève féministe intersyndicale (CGT, CFDT, FSU, Solidaires et peut être UNSA) et interprofessionnelle. Cette grève féministe est la grève de toutes et tous car gagner l'égalité femme-homme est l'affaire de toutes et tous. Pour rappel l'égalité F/H est une des revendications prioritaire des salariés.
Dans notre champ, il faut d'abord auprès des militant.es et des agent.es, déconstruire cette idée reçue qui voudrait que dans la fonction publique l'égalité salariale est atteinte ! C'est ce à quoi le collectif de la CEN et le BN travaillent pour préparer ce 8 mars. Dans le débat nous vous proposons d'aborder le 8 mars au regard des retours de sections, et de formaliser par un vote un appel ferme à la grève.
Pour réussir la grève du 8 mars, je vous rappelle la journée d'étude confédérale du 8 février à Montreuil qui vise à donner des outils concrets pour réussir le 8 mars. A ce stade, nous avons plus de 240 inscrit.e.s. Des flyers sont dans vos pochettes, l'inscription se fait en ligne.
Un mag spécial est en cours d'écriture et arrivera avant le 8 mars, un 4 page est en cours également par le collectif et plusieurs tracts sortiront dans la période.

Construire la mobilisation fonction publique (19 mars ? Date à confirmer interos aujourd'hui)

Sans connaître le contenu exact du projet du Ministre Guerini, E. Macron a réaffirmé le renforcement de la rémunération au mérite dans la fonction publique. Nous savons déjà qu'il s'agira d'un gros chantier et que s'agissant de la continuité des politiques menées par ce gouvernement, il va falloir combattre avec force ce projet. Un webinaire est organisé dans la salle du CCN et en visio le 2 février prochain, vous avez le visuel dans vos pochettes et il faut également s'inscrire en ligne. Je vous propose également de formaliser par un vote notre inscription dans cette mobilisation.

Mobiliser pour notre régime indemnitaire

Suite à notre CEN visio de la semaine dernière nous avons acté collectivement le maintien des appels aux rassemblements le 29 janvier, jour de reprise de la négociation, malgré l'absence de DG. Nous ferons rapidement un compte rendu et un « info action » après le 29 janvier, mais ce début d'action doit nous permettre d'entamer un processus long, dans la perspective d'une mobilisation à la hauteur des enjeux, avec déjà plusieurs dates fortes qui viennent d'être évoquées.

Renforcer la CGT Finances Publiques

L'impulsion d'un renforcement de notre syndicat devient vitale. Au delà des retards de reversement, nous devons travailler à la syndicalisation dans notre syndicat et dans la CGT en général.

Nous le verrons dans le point pol fi, se renforcer est nécessaire pour garder les moyens au développement d'une activité syndicale, mais aussi et surtout pour développer nos valeurs, nos propositions, nos projets émancipateurs qui sont à l'opposé de ce qui est diffusé dans une majorité de médias et qui infuse dans la société.

Le 8 mars peut-être d'ailleurs une réelle opportunité pour montrer une CGT moderne, féministe et ainsi mener une campagne d'adhésion.

Réintroduire des mobilisations offensives avec la possibilité de victoire dans nos discours peut redonner espoir et envie aux collègues.

Aller chercher des adhérent.es c'est d'abord prendre soin de notre organisation. Prendre soin de notre organisation en veillant à la qualité de notre vie syndicale, en faisant vivre notre démocratie interne, en consultant les syndiqués régulièrement et les agent.es sur les questions qui les touchent… « Cultivons notre jardin syndical » comme le disait à Henri Krasucki.

Il est proposé d'avoir un débat afin de déterminer si nous impulsons un travail sur un plan de syndicalisation qui deviendrait une priorité pour le collectif « vie syndicale ».

Se renouveler, se secouer, ne pas laisser nos « non victoires » nous diviser

La question de la vie syndicale est majeure et politique. Malgré les initiatives et le volontarisme de la précédente CEN, nous constatons dans vos remontées mais aussi par nos liens directs que dans beaucoup de sections (pas toutes bien sûr et heureusement) les conflits, le défaitisme, le moral des militant.es, la fatigue, parasitent l'activité syndicale et participent à l'installation de cercles vicieux qui ne permettent plus, sans intervention extérieure, de sortir de ce cercle et retrouver un dynamisme collectif et individuel nécessaire à la transmission de nos convictions auprès des collègues.

Dans nos débats, nous devons être innovant.es à nouveau, ne rien lâcher, repartir avec un plan de travail pour remotiver les collectifs militants. Cela peut passer par divers biais : remettre de la convivialité dans les sections (avec les chargés de territoires par exemple) / organiser des CE communes entre 2 ou plusieurs sections / remixer des collectifs régionaux / participation du BN en CE visio, etc. des idées à la volée qui ne sont pas forcément pertinentes mais qui lancent le débat pour qu'à nouveau nous nous donnions les ressources pour aboutir à une remotivation collective dans notre organisation.

Serait-il pertinent de mettre en place une sorte de « commission des conflits ou de médiation » à disposition des sections ou mieux communiquer sur notre disponibilité pour les sections ?

Dans ce même esprit, et parce qu'à mon sens il est primordial de ne pas se laisser installer dans un syndicalisme « pépère ou mémère » (toujours féminiser !) nous vous proposons que chaque membre de la CEN vienne passer une semaine au BN au cours du mandat. L'objectif est double, permettre aux membres de la CEN de mieux prendre leur place en tant que dirigeant.es mais aussi d'apporter un regard extérieur au fonctionnement du bureau national.

Le collectif est une richesse qu''il ne faut pas sous estimer, dont nous devons sans cesse nous servir pour nous améliorer. Servons-nous de nos expériences mutuelles pour mener l'activité syndicale à la hauteur des enjeux qui sont devant nous.